

ELECTIONS

Le parti des internautes

Renée Wagener

Entré dans l'arsenal de promotion électorale des partis, l'Internet peut aussi épauler l'électorat. Surtout dans les pays à vote préférentiel comme le Luxembourg, où la répartition des petites croix entre les candidatures est parfois un casse-tête.

Un matin début juin 2014. Vous êtes en train de boire votre première tasse de café, mais le portable est déjà allumé. Et pour cause, il ne reste que quelques jours avant le délai d'inscription pour les élections législatives. Il est donc grand temps de remplir votre formulaire de vote par correspondance... électronique. Votre choix est pourtant vite fait puisque, quelques semaines plus tôt, vous vous êtes déjà familiarisé sur Internet avec les positions défendues par les personnalités politiques, et votre logiciel d'analyse des proximités politiques vous a fourni les candidatures les plus aptes à correspondre à vos exigences.

Un panachage plus informé

Ce qui a l'air un peu utopique est en train de devenir une banale réalité dans un nombre croissant de pays européens. Alors que le vote électronique a déjà été mis en place en Belgique par exemple, les systèmes de mesure des proximités politiques deviennent de plus en plus nombreux.

Un peu d'histoire: les premiers en Europe à disposer d'un système d'assistance électronique pour aider

les électeurs et électrices à faire leur choix politique étaient les Pays-Bas en 1998. Sur stemwijzer.nl, les personnes intéressées devaient indiquer leurs opinions politiques sur un certain nombre de points; ces indications étaient ensuite comparées aux programmes politiques et le système produisait un hit-parade des partis qui concordait le mieux. Entre-temps, le système a été copié - citons par exemple le « Wahlomat » en Allemagne - ou adapté par des ONG pour des domaines précis comme l'écologie.

Le système « Smartvote », lui, a été développé par les universités de Zurich et de Berne pour les élections de 2003 en Suisse. A la différence

de ses prédécesseurs, il met l'accent moins sur les programmes que sur les profils politiques des candidats et candidates. Rien d'étonnant, puisque le système électoral suisse connaît, comme le système luxembourgeois, le panachage. Cela arrange les politologues de l'Université du Luxembourg chargés de mettre au point un système analogue pour le grand-duché, qui va être lancé dans les prochaines semaines. Comme l'a expliqué le chercheur Raphael Kies lors du dernier « Café des humanités », un forum de discussion organisé par l'association « Humanités associées », Smartvote.lu s'aligne sur le modèle de son grand frère suisse. C'est d'abord aux

candidats et candidates de jouer cartes sur table et de donner leur position sur une soixante-dizaine de questions du genre: « Approuvez-vous que l'Etat aide financièrement les écoles privées ? » Ils doivent également indiquer l'importance qu'ils accordent à tel sujet. Le même exercice est proposé plus tard aux personnes votantes, qui peuvent choisir entre quatre langues de communication: luxembourgeois, français, allemand et portugais. Le système calcule alors les recouvrements et émet les proximités politiques des électrices et électeurs avec les candidat-e-s et les partis politiques.

Instrument ludique

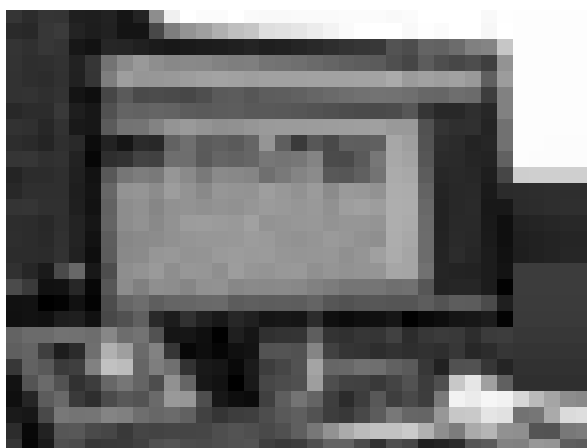
Une des questions posées lors de la soirée citée était de savoir si le système n'allait pas favoriser le panachage. Pour Raphael Kies, c'est l'inverse qui se produit: « Souvent les candidats sont mis en avant sans qu'on connaisse exactement leur opinion politique. Tandis que Smartvote met en avant l'opinion politiques des candidats. » Le panachage ayant atteint 46,6 pour cent en 2004, il progresserait de toute façon. Raphael Kies a également présenté les enquêtes sur le comportement électoral menées lors des dernières élections: ce seraient plutôt les principes de base d'un parti et la confiance dans les femmes et hommes du parti qui détermineraient le vote que les programmes électoraux - exception faite de l'électorat des Verts et de la Gauche.



Smartspider : les systèmes d'analyse des proximités politiques comme smartvote.ch calculent et visualisent les recouvrements entre les opinions politiques de l'électorat et des candidat-e-s.

Le chercheur Raphael Kies a participé à l'analyse des élections de 2004 en y apportant son savoir en matière d'e-democracy. Sur son ordinateur s'affiche le site Internet smartvote.lu qui sera accessible dans quelques semaines.

PHOTOS: RENÉE WAGENER



Smartvote est, selon Kies, « une façon ludique de comprendre la politique », qui contribuera à « un panachage plus informé que le panachage actuel, qui est plutôt basé sur la sympathie ou la notoriété ». D'ailleurs, les questions sont formulées par les chercheurs sur base entre autres de l'analyse des programmes des partis.

On pourrait croire que les personnes figurant sur une même liste devraient toutes émettre les mêmes positions par rapport à leur programme commun. Mais le questionnaire ne permet pas seulement de dire « tout à fait d'accord » ou « plus ou moins d'accord » par rapport à un certain point, mais également de justifier pourquoi on est d'accord.

Plus qu'aujourd'hui, les candidats pourront ainsi se profiler, mais ils devront également davantage assumer leurs choix personnels. Ainsi, le système pourrait montrer qu'il y a de fortes affinités entre candidats de partis différents. Dans un système qui favorise le panachage, l'électorat se crée ainsi ses propres partis artificiels.

Quel sera le succès de Smartvote auprès des candidats qui devront faire le choix si oui ou non ils vont remplir le questionnaire et lever le voile sur leurs opinions dans des domaines politiques parfois délicats ? L'expérience suisse a montré que le système devient vite incontournable : lors de son introduction en 2003, la participation était de 50,3 pour cent. Lors des élections suivantes - locales et régionales - le taux n'a fait que croître,

et il a atteint 85 pour cent. Kies est confiant pour le Luxembourg : « il y a un double besoin au Luxembourg - le vote obligatoire force des gens qui ne sont pas versés en politique à se positionner, et le panachage de plus en plus populaire génère un besoin d'information de plus en plus important. »

Au niveau européen, Smartvote connaît également un certain succès. L'Institut universitaire européen de Florence a développé un questionnaire similaire pour tous les états membres. Le Europrofiler sera d'ailleurs consultable sur smartvote.lu, histoire d'intensifier le faible intérêt pour les élections européennes.

Jeune, mâle et smart

Un des reproches formulés par rapport à Smartvote est que le choix des questions pourrait être arbitraire voire même intéressé. Raphael Kies insiste sur l'objectivité de la sélection luxembourgeoise. « Par exemple, pour un sujet comme l'avortement, nous ne nous contentons pas de citer la loi, mais nous essayons également de donner les taux d'avortement pour le Luxembourg et l'étranger. Et nous essayons d'englober tout le champ politique dans notre questionnaire. » Il reste que c'est le groupe de recherche qui décide quels sujets lui semblent importants ou non. Et qui devra faire face aux réclamations des groupes de lobby qui se sentiront exclus.

Les chercheurs Jan Fivaz et Daniel Schwarz, impliqués dans le dé-

veloppement de Smartvote en Suisse, renvoient à un autre problème qui concerne Smartvote autant que les systèmes d'assistance allemand et belge: « The average user is young (18 to 39 years old), male (67 percent) and has got a higher education (often university degree). » C'est à partir de la cinquantaine que l'électorat suisse semble moins enclin à utiliser Smartvote. Raphael Kies souligne cependant que ce « digital » gap serait en train de se réduire, l'Internet s'imposant notamment chez les seniors. « Et ce sera aussi un instrument utilisé en famille. Mes études sur l'utilisation de l'Internet ont montré qu'au Brésil par exemple, les jeunes remplissent souvent les questionnaires pour les autres membres de la famille. » D'ailleurs, les jeunes sont spécifiquement visés par des projets comme Smartvote. Au Luxembourg aussi, il est envisagé de l'utiliser comme un instrument ludique d'éducation civique, par exemple dans les écoles.

Une des faiblesses des systèmes d'assistance est liée au comportement électoral: ce n'est pas nécessairement ou uniquement les positions politiques qui comptent, mais également les traditions et les stratégies personnelles de vote. Une équipe de recherche belge a conclu que la classe politique surévaluait l'effet des programmes d'analyse des proximités électorales sur l'électorat. Et que bon nombre de personnes savaient d'avance pour qui elles allaient voter.

Évidemment, le groupe de recherche qui a mis en place Smartvote

poursuit également des objectifs surtout scientifiques en utilisant les informations produites pour accéder à une meilleure connaissance des opinions politiques de la part des candidats et des citoyens. Mais on pourrait pousser encore plus loin: aux États-Unis notamment, le comportement des personnes élues et entrées en politique est sujet non seulement d'analyses scientifiques, mais également de pression politique: selon Fivaz et Schwarz, « the great innovation of extending smartvote to the parliamentary sphere rests in drawing direct comparisons between political pledges during election campaigns and the actual behavior in parliament after the election ». Même si dans le projet luxembourgeois, un tel module est prévu, Raphael Kies relativise: « Je ne voudrais pas en arriver à un système big brother inversé où on va surveiller chaque pas des politiciens. Il faut quand même qu'ils gardent leur liberté de choix et de conscience. Il faut pouvoir changer d'avis, en justifiant ce changement. »

Est-ce qu'on assiste donc à la fin des bonnes vieilles cabines de vote et des formulaires en papier ? Raphael Kies ne la voit pas de si peu: « Les Luxembourgeois sont moins habitués que les Suisses à voter par correspondance. »